

Unité départementale du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 28/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOMECA**  
ZI DES CONSACS  
BP 37  
83177 Brignoles

Références : D-UD83-2024-0109  
Code AIOT : 0006401233

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement SOMECA implanté chibron 83870 Signes. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées.

L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOMECA
- chibron 83870 Signes
- Code AIOT : 0006401233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée par la société SOMECA . Il s'agit d'une carrière exploitée à ciel ouvert. La carrière et les installations de traitement des matériaux sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 décembre 2021 pour une durée de 30 ans avec une production annuelle maximale de 50 000 tonnes.

Le réaménagement de la carrière est réalisé concomitamment à l'extraction, par l'apport de matériaux inertes d'origine externe d'un volume d'environ 1 890 000 m<sup>3</sup>.



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.3	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.1	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.1	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.3	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau à son fournisseur d'eau à savoir la Société du Canal de Provence. Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.  
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource :

Réseau public : Canal de Provence

+ Eau issue du Canal du Latay Coordonnées du point de prélèvement RGF93-CC44 X = 1929382 Y = 2235570 - Prélèvement maximal annuel (m<sup>3</sup>) : 60 000 m<sup>3</sup>/an

Le volume total de prélèvement Latay + canal de Provence ne doit pas dépasser 100 000 m<sup>3</sup>

Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et le milieu naturel ne doit pas dépasser 200 m<sup>3</sup>/h ni 100 000 m<sup>3</sup>/an.

L'utilisation d'eau pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes... Afin de limiter le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.

Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.



**Constats :**

Les origines de l'eau et leurs utilisations sont les suivantes :

- Eaux domestiques : Origine de l'eau : SCP (Canal de Provence)
- Eaux process : Origine de l'eau : SCP et Canal de Latay
- Eau pour abattement de poussières et/ou autres polluants : SCP et Canal de Latay
- Eau incendie : SCP et Canal de Latay

En réalité, Aucun prélèvement n'est effectué dans le canal du Latay depuis 2021

Les coordonnées Lambert 93 du point de prélèvement dans le canal du Latay ont été relevés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'inspection ( sous 15 jours) l'origine de l'eau fournie par le Canal de Provence en précisant le milieu de prélèvement et le code de la masse d'eau .

**Type de suites proposées : Sans suite****N° 2 : Présence de compteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée

**Constats :**

Le point de prélèvement sur le canal de Provence est équipé d'un compteur

Le point de prélèvement sur le Canal du Latay n'est pas équipé d'un compteur

Aucun prélèvement d'eau sur le Canal n'a été effectué depuis 2021

L'exploitant dispose d'un compteur interne d'eau d'appoint sur son installation de lavage des matériaux

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le point de prélèvement sur le canal du Latay doit être équipé d'un compteur avant tout nouveau prélèvement

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 3 : Volumes d'eau prélevé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Le prélèvement maximum effectué dans le canal du Latay ne doit pas dépasser 60 000 m<sup>3</sup>/an

Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public (SCP) et le milieu naturel (canal du Latay) ne doit pas dépasser 200 m<sup>3</sup>/h ni 100 000 m<sup>3</sup>/an.

**Constats :**

Aucun prélèvement dans le canal du Latay depuis 2021

48301 m<sup>3</sup> provenant de la SCP en 2023

Les limites des 60 000 m<sup>3</sup> et des 100 000 m<sup>3</sup>/an sont respectées

**Type de suites proposées : Sans suite**





**N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de volume doivent être relevées tous les mois. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un registre informatique à disposition de l'inspection Les relevés sont mensuels
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li><li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li><li>- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;</li><li>- site d'extraction relevant du code minier.</li></ul> Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an.  Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue régulièrement ses déclarations GERE. La déclaration au titre de l'année 2023 est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes



Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>  
La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

**Constats :**

L'exploitant a été confronté en 2023 à un niveau de gravité Alerte renforcée / Crise

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Mise en œuvre du PSH**

**Référence réglementaire :** Autre du 20/03/2023, article communication DREAL

**Thème(s) :** Risques chroniques, PSH

**Prescription contrôlée :**

Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.

Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.
2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place un PSH

**Type de suites proposées :** Sans suite

